N° 29. SAMEDI. 11 AVRIL 1835.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL
DE LA VILLE
ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — *Francfort*, 3 *avril*.

On écrit de Breslau, 29 mars :

« On fait déjà des préparatifs et notamment dans notre garnison pour la prochaine grande revue des 5e et 6e corps d'armée. On assure que les deux corps réunis, formant à-peu-près 40,000 hommes, seront cantonnés dans les mêmes endroits qu'en 1829, le premier près de Liegenitz et le second près de Rapsdorff. Il n'est point du tout ici question des grandes manœuvres des troupes russes et prussiennes, dont les journaux étrangers ont tant parlé, il ne s'agit tout simplement que d'un corps de troupes russes qui sera passé en revue près de Kalisch. On doute même que le régiment russe de notre roi vienne se joindre à nos troupes. »

— On écrit des bords du Danube :

« Pour vous donner une preuve de l'amour et de la sollicitude paternelle de feu l'empereur d'Autriche, il est bon de connaître la lettre suivante qu'il a adressée à son fils dans les derniers momens de sa vie :

« Mon bien-aimé fils Ferdinand, je crois devoir vous donner encore un conseil, le dernier de ma vie; je vous prie de le suivre :

» Ne dérangez rien dans les bases de l'édifice de l'état, régnez » et ne changez rien. Appuyez-vous fermement sur ces principes » au moyen desquels je n'ai pas seulement conduit la monarchie à » travers les orages de tems pénibles, mais par lesquels je lui ai » assuré cette attitude qu'elle prend au monde. Respectez les droits » légalement acquis, alors vous pouvez vous reposer avec sûreté » sur le respect qui est dû à votre gouvernement. Conservez la » concorde dans la famille et considérez la comme un des biens les » plus importans. N'écoutez pas des conseils mal-à-propos et ré- » fléchissez sur tout ce que vous faites. Ayez pleine confiance dans » le prince de Metternich, mon meilleur ami et mon meilleur ser- » viteur dans toutes les circonstances. Sans lui n'entreprenez rien » dans quoi il s'agit du bien-être du pays. Abandonnez-vous en- » tièrement à lui, il vous secondera fidèlement, et vous servira, » je l'espère, avec la même fidélité et la même franchise qu'il l'a » fait envers moi. » (*Gazette d'Augsbourg.*)

ANGLETERRE. — *Londres*, 4 *avril*.

On lit dans le *Times* :

« On disait hier en parlant de la chambre des communes que, si la résolution de lord J. Russell passait en comité, sa seigneurie ne ferait pas, comme elle avait d'abord l'intention, suivre cette décision par une adresse au roi, mais qu'elle attendrait jusqu'à ce que sir R. Peel ait présenté son bill sur les dîmes; ceci, au fait, serait conforme à la suggestion que fit R. Peel jeudi dernier. »

— Le *Standard* porte à 8000 le nombre de signatures de l'adresse en faveur des ministres votée à Londres. Il en a été voté une autre à Rochester.

— Le *Standard* donne l'extrait suivant d'une lettre de Devonport, dont il ne garantit pas le contenu, mais qui paraît vraie, dit-il, à en juger par la source respectable d'où elle émane et par les termes dans lesquels elle est conçue :

« On a reçu de Falmouth, la nouvelle qu'il y a eu un vif engagement entre le vaisseau anglais *le Canopus*, commandé par le capitaine Gerey, et trois bâtimens de guerre russes, qui tentaient de passer les Dardanelles, et qui rencontrèrent une courageuse résistance de la part de ce vaisseau. On assure qu'il a été pour ainsi dire mis en pièces, après avoir eu 28 hommes tués et un grand nombre de blessés pendant l'engagement. »

Du 6. — Une députation s'est rendue ce matin auprès de sir R. Peel, pour lui présenter l'adresse des marchands, banquiers, négocians et habitans de Londres. M. Mesterman, parlant au nom de la députation, a dit entr'autres :

« Comme commerçans, nous ne pouvons voir sans alarmes l'agitation qui tourmente le pays, ni la violente opposition que vous rencontrez dans l'accomplissement de vos fonctions. »

Après avoir fait l'éloge du ministre et de son administration, il dit qu'on aurait pu obtenir un plus grand nombre de signatures, mais qu'on a pensé que dans les circonstances actuelles il fallait agir sans délai.

Les signatures sont au nombre de 8457. La liste a été ouverte jeudi à midi.

Dans l'adresse qui a été lue ensuite, on fait l'éloge des mesures de réformes proposées par sir Robert Peel, et on témoigne les inquiétudes auxquelles donneront lieu sa démission.

Sir Robert Peel a répondu :

« Messieurs, la meilleure réponse que je puisse faire à vos grâcieuses et encourageantes assurances d'approbation et de confiance contenues dans l'adresse, est la déclaration franche des principes d'après lesquels j'ai agi en persévérant jusqu'ici, dans les circonstances les plus embarrassantes, à défendre devant le parlement, les mesures qui lui ont été recommandées par le roi.

» Lorsque j'ai été rappelé d'une manière inattendue de l'étranger en décembre dernier, pour assister S. M. dans la formation d'un nouveau ministère, j'ai pensé que je ne pouvais refuser au roi mes humbles services, et le même sentiment qui m'a porté à obéir à l'ordre de S. M. en premier lieu, me fit voir que mon devoir était également de faire tous les efforts qui seraient en harmonie avec l'esprit et la lettre de la constitution pour surmonter les difficultés nombreuses qui étaient inséparables de cette entreprise ardue. Je sais bien qu'aucune administration ne peut espérer de conduire les affaires du pays, duquel la bienveillace et la confiance des représentans du peuple, ne lui est pas accordée après mûre délibération, mais quoique ce qui est arrivé au commencement de la session ne soit pas très-encourageant, cependant j'espérais que les propositions de mesures fondées sur le principe qu'il fallait maintenir et améliorer les anciennes institutions du pays, procurerait au gouvernement ce dégré d'appui de la part de la chambre des communes, qui le rendrait capable d'introduire ces mesures en rencontrant un examen mûri et non passionné.

» En me soumettant à des désappointemens et à des défaites éventuels, j'ai agi dans la ferme croyance que dans l'état actuel des partis politiques et la position actuelle de quelques grandes questions politiques, je n'étais pas autorisé à abandonner la tâche que j'avais entreprise et à provoquer un autre changement d'administration, sans quelque nécessité évidente et manifeste. J'en ai agi ainsi dans la pensée que la chambre des communes serait influencée à un certain dégré par des considérations semblables, aussi long tems qu'elle ne tenterait pas une résolution spéciale pour manifester son défaut de confiance dans le gouvernement, ou pour proclamer quelque grand principe en opposition directe avec les sentimens déclarés du ministère.

» De toutes les circonstances dont je ne puis me rappeler avec un autre sentiment que celui d'une grande satisfaction, celle à l'occasion de l'accomplissement d'une tâche politique qui m'a procuré le témoignage d'estime et de confiance que vous me donnez aujourd'hui, m'est la plus agréable. Je puis dire, avec vérité, que la seule récompense que je cherche, pour les travaux et les sacrifices qu'impose la vie politique, est l'approbation d'un gracieux souverain, et le jugement qui se forme en dernier lieu sur les motifs et les actions des hommes politiques quand les événemens qui se passent actuellement seront vus à une plus grande distance et à travers un prisme non obscurci par les passions et les intérêts qu'ils excitent naturellement lorsqu'ils arrrivent. »

— Le *Standard* contient des adresses en faveur du ministère, votées à Cambridge et Cantorbéry.

— On écrit de Lisbonne, le 29 mars :

« Le prince Auguste nous a été enlevé après quelques jours de maladie; il est mort hier à deux heures de l'après-midi. Cet événement affligeant a causé une grande sensation ici, mais il n'a aucunement altéré la tranquillité publique. Aussitôt qu'il fut annoncé aux chambres, les membres mêmes les plus violens de l'opposition se déclarèrent prêts à seconder le gouvernement et à appuyer la reine de toutes leurs forces contre le parti miguéliste qui pourrait susciter des discordes. Nous avons cependant la preuve que des tentatives seront faites, par ce qui s'est passé près de Villa Vicosa,